

le fit jadis remarquer (34) ; contrairement aux régimes fascistes, elle ne disposa d'aucun appui dans la masse de la petite-bourgeoisie qui lui était violemment hostile. C'était une dictature militaire s'appuyant sur une alliance entre propriétaires fonciers, certaines couches de **compradores** et la vaste caste de militaires et de bureaucrates supérieurs profiteurs du régime. Selon le journal suisse **Der Bund**, la Chine comptait 6.773 généraux en service. (15 juin 1948.) La guerre cependant modifia la base de ce régime. Coupé des grands centres industriels et des couches décisives de **compradores**, Tchang-Kaï-Chek fut forcé de s'appuyer davantage sur les propriétaires fonciers les plus conservateurs et arriérés. De ce fait, le poids politique des représentants de cette classe (notamment la clique du Comité Central de Kuo-Min-Tang) devint déterminante (35). C'est ce qui explique l'échec du compromis de 1946, favorisé pourtant par la bourgeoisie industrielle de la Chine septentrionale qui, le 13 avril 1946, envoya une délégation à l'état-major du Kuo-Min-Tang pour obtenir l'arrêt immédiat des hostilités (36).

La personnalité de Tchang-Kaï-Chek est un reflet fidèle du régime qu'elle incarne. Harold Isaacs a brossé du dictateur chinois un portrait aussi féroce que fidèle. Fils d'un propriétaire foncier-commerçant de la province de Chekiang, Tchou-Kaï-Chek se rendit en 1911 à Shanghai où il essaya de faire carrière comme courtier en Bourse. Il se mit en rapport avec des sociétés secrètes et fréquenta, dit Isaacs, « des gangsters et des banquiers, des contrebandiers et des tenanciers de bordels, des prêteurs à gages et l'écumé des ports internationalisés ». Il frisa la prison, en fut sauvé par des **compradores** protecteurs, puis il se rendit dans le sud pour lier sa fortune à celle de Sun-Yat-Sen. Jeune officier de carrière, il fut choisi par le père de la République chinoise pour passer six mois à Moscou en 1923. A son retour, il devint commandant de l'Académie militaire de Whampao, construite et gérée avec des fonds russes, et c'est de cette position qu'il partira en 1925 pour l'expédition militaire qui lui permettra, après l'écrasement de la révolution en 1927, d'unifier la Chine sous sa dictature. Les massacres qu'il instaura restent impressionnables, même aujourd'hui.

D'avril à septembre 1927, 32.316 personnes furent exécutées pour « crimes politiques ». De janvier à août 1928, le nombre des condamnés à mort s'éleva à 27.699. A la fin de 1930, on esti-

maît que 130.000 adversaires politiques avaient été mis à mort par le régime. En 1931, des statistiques incomplètes se référant aux villes de six provinces seulement, parlent de 38.778 personnes exécutées pour des mobiles politiques au cours de l'année.

Tchang-Kaï-Chek maintint sa position dominante, dit Isaacs, en offrant des satisfactions immédiates à toutes les classes dominantes, et en manœuvrant efficacement entre des cliques militaristes mutuellement hostiles les unes aux autres (37). Mais le changement de rapports de forces entre propriétaires fonciers et **compradores** durant la guerre modifia profondément les assises du pouvoir du Kuo-Min-Tang. Plus fatal encore s'avéra pour lui le développement en Chine septentrionale et en Mandchourie d'organes d'auto-défense et d'auto-gouvernement des paysans durant la même période. Dans les villages perdus, où les troupes japonaises ne pouvaient envoyer que des éclaireurs, mais que les troupes du Kuo-Min-Tang avaient évacués précipitamment, se constituèrent de solides noyaux de résistance anti-impérialiste et de démocratie locale. Des milices villageoises, des municipalités clandestinement élues apparurent jusque derrière les lignes japonaises. La **8^e Armée de Route** communiste commença bientôt à coordonner ce mouvement de résistance sous sa direction ; ne disposant pas suffisamment de cadres, elle fut obligée de laisser un grand degré d'autonomie et de démocratie aux villages. Des unités administratives regroupées de façon assez lâche furent coiffées d'une instance centrale créée d'en haut, le « gouvernement de la région de frontière Shansi-Hopei-Shantung-Honan », qui laissa une représentation assez large aux éléments locaux et non-communistes (38). Vers la fin de la guerre, ce « gouvernement » et les autorités que les partisans communistes avaient construites dans d'autres parties du pays, contrôlaient déjà près de 90 millions de personnes (39). La masse des paysans, tout en observant avec méfiance les mesures des nouvelles autorités tendant à empêcher la réforme agraire jusqu'en 1946, considéra cependant le nouveau gouvernement comme le premier qui n'agissait pas forcément et toujours contre le peuple. Elle fut prête à lui accorder son soutien du moment où sa revendication fondamentale, celle de la terre, était réalisée (40).

Le régime de Tchang-Kaï-Chek se trouva ainsi en face d'un adversaire

(37) Harold Isaacs : « No peace for Asia », McMillan, New York 1947, pp. 54, 55, 60, 61.

(38) Belden. Op. cit. pp. 28, 52, 53, 55, 71, 84.

(39) Rapport de l'agent du State Department Dawies, « US relations with China », p. 567.

(40) Belden. Op. cit. pp. 83, 84, 161, 162.

(34) L. Trotsky : Lettre aux camarades de Pékin « Une stratégie de l'action et non des spéculations » (*La Lutte de Classe*, Nos 46-47, janvier-février 1933).

(35) Belden, op. cit. p. 422.

(36) Payne, op. cit. p. 109.